



Digest de Presse

-

Janvier 2016

MOYEN-ORIENT

L'intensification des frappes contre Daech en Syrie reste limitée : les Etats-Unis ont certes envoyé des forces spéciales sur le sol syrien mais seulement pour des missions de conseil et de formation, même si une participation directe aux combats est admise.

Le souci d'entraver Daech et les mouvements djihadistes plus largement s'explique avant tout par le bilan des attentats-suicides d'inspiration islamiste, au cours de l'année 2015. 592 attaques du fait de 937 terroristes dans 16 pays constitue certes une baisse de 24% par rapport à 2014, mais le nombre de morts a augmenté avec près de 4400 décès sur l'année écoulée. Ces attaques ont certes décliné en Irak, en Afghanistan et en Asie du Sud, mais a grimpé au Moyen-Orient dans son ensemble et surtout en Afrique, avec une explosion du nombre attribuable à Daech.

La Syrie peut connaître un début de paix civile, suite à la résolution 2254 du CSNU du 18 décembre 2015 qui établissait un processus de paix. Les négociations entre le régime de Bachar el-Assad et l'opposition modérée prévues par la résolution onusienne ont commencé en janvier, et devraient aboutir à un projet de constitution et à des élections régulières sous 18 mois.

L'Iran cherche à se rapprocher des pays occidentaux, et notamment des pays européens dans une perspective économique – tel est le sens de la visite du Président Rohani en France le 25 janvier. Le gouvernement iranien a besoin de cette ouverture afin de satisfaire les besoins de sa population, frustrée par des infrastructures dégradées et sources d'insécurité faute de pouvoir changer les pièces usagées à cause des embargos. Les autorités iraniennes craignent une tension sociale voire une remise en cause du régime, si les attentes populaires en matière économique n'étaient pas satisfaites. Cela permettrait aussi au gouvernement iranien d'exporter près de 20% de sa production pétrolière en plus, et de rapatrier entre 30 et 50 milliards de dollars en comptes gelés. Cette ouverture a été rendue possible par le respect des accords sur le nucléaire iranien, confirmé par l'AEIA le 16 janvier et qui a amené à la levée des sanctions des Etats-Unis, de l'UE et des Nations Unies.

L'Iran a également besoin de relations apaisées avec l'Occident, dans la perspective de la résolution de la crise syrienne. La République islamique espère ainsi participer aux négociations de paix du 25 janvier, et les influencer dans un sens favorable à son *proxy*, Bachar el-Assad, face aux parties sunnites et à leur sponsor saoudien. L'Iran a obtenu gain de

cause avec son invitation à participer à la négociation par les Etats-Unis, alors qu'en parallèle les tensions s'exacerbaient frontalement avec l'Arabie saoudite, jusqu'à la rupture des relations diplomatiques.

Néanmoins, le rapprochement avec les Etats-Unis est freiné par le nouveau train de sanctions adopté par les autorités américaines le 17 janvier, en réaction à des tests balistiques iraniens en novembre 2015. Le maintien de frictions américano-iraniennes est souligné par un accident concomitant : la capture de dix marins de l'US Navy. Les dix *sailors* furent certes libérés le 15 janvier, et beaucoup de commentateurs analysèrent cette fin rapide et heureuse comme la confirmation d'un rapprochement entre Téhéran et Washington DC. Les autorités américaines rappelèrent néanmoins que la capture démontrait que la marine de guerre iranienne perpétuait une violation répétée du droit international, que les Etats-Unis et plus largement la communauté internationale lui reprochent depuis les années 1980.

L'UE reste également suspicieuse sur l'évolution de l'Iran concernant ce dossier, ce qui explique que toutes les sanctions sur les personnes morales ou physiques liées au programme nucléaire militaire n'ont pas été levées et que celles sur les missiles balistiques resteront pendant huit ans. Les Etats-Unis font de même concernant les sanctions touchant les acteurs qui participent à ce programme balistique, aux actes de terrorisme et aux violations des droits de l'Homme.

L'exécution de 47 inculpés pour terrorisme par le royaume wahhabite le 2 janvier a ravivé les tensions avec l'Iran, en raison de la présence du cleric chiite Nimr al-Nimr parmi les exécutés. Cette exécution et ses conséquences avec les populations chiites ne doivent pas occulter que sur 47 condamnés, 43 étaient des djihadistes sunnites : ce fait rappelle que la menace existentielle pour les Saoud reste Al Qaïda et Daech, plus encore que l'Iran ou ses affiliés chiites. Le 3 janvier, cette exécution aboutit à des manifestations contre des ambassades saoudiennes dans plusieurs pays ayant une forte population chiite, et notamment en Iran où les manifestants prirent d'assaut et dévastèrent l'ambassade à Téhéran. Cet accident aboutit à une rupture des relations diplomatiques entre Riyad et Téhéran, et également entre l'Iran et d'autres pays sunnites comme le Soudan et Bahraïn.

Riyad poursuit en plus sa hausse de la production pétrolière, et donc la baisse des prix jusqu'à 35 dollars le baril. Cette chute des cours apparaît contre-tendancielle alors que la tension géopolitique monte dans la région, mais elle correspond en réalité à ladite tension. L'Arabie saoudite espère ainsi handicaper l'Iran, en restreignant les rentrées financières que Téhéran escompte des 500 000 barils qu'il va pouvoir exporter avec la levée des sanctions. Cette manœuvre peut s'avérer piègeuse pour les Saoud, en handicapant leurs finances publiques d'une précieuse rentrée et allant en restreignant la redistribution de la manne pétrolière, qui assurait la paix sociale dans le Royaume. Le FMI a ainsi estimé que l'équilibre du budget saoudien exigeait un prix du baril à 106 dollars.

Les Etats-Unis encouragent de nouvelles mesures de rapprochement israélo-palestinien, comme le commandement mixte de surveillance de la frontière le long de la vallée du Jourdain. Ce commandement israélo-palestinien devrait assurer le partage des renseignements et la coordination des patrouilles, et servirait d'expérience avant une généralisation du procédé tout le long de la frontière israélo-palestinienne.

Les propos du 16 janvier du Ministre israélien de la Défense Ya'alon illustrent par contre la divergence de vues entre Israël et son allié américain. Les Etats-Unis ont accéléré leur rapprochement avec Téhéran par souci de prendre Daech à revers, le gouvernement

israélien considère les islamistes sunnites comme une menace mineure par rapport au Hezbollah et à son soutien iranien.

Les Israéliens sont d'autant plus inquiets que leur relation avec les Etats-Unis ne cesse de se détériorer : l'ambassadeur américain en Israël Monsieur Shapiro a déclaré le 18 janvier que l'Etat hébreu avait un double standard dans les Territoires occupés, dans la garantie des droits. Il reprochait notamment aux autorités israéliennes de délaissier la sécurité physique des Palestiniens, même s'il a acté des efforts de la police israélienne pour interpellier les auteurs de l'incendie criminelle dans laquelle un bébé palestinien est décédé. L'ambassadeur a par ailleurs rencontré le Ministre israélien de la Justice Ayelet Shaked, en raison des inquiétudes américaines sur un projet de loi qui obligerait les ONG présentes à Israël de notifier aux autorités locales leurs financements venant de l'étranger.

Le Président israélien Rivlin a partagé ce même jour ses inquiétudes sur le soutien croissant des Arabes israéliens pour Daech. Il a néanmoins pris de soin de ne pas blâmer la population arabe d'Israël en bloc, et a ré-exprimé son espoir que Juifs et Arabes puissent vivre ensemble dans ce pays ; il a par contre dénoncé la démagogie des meneurs politiques de cette communauté, y compris des députés présents à la Knesset, qui auraient surfé sur la tentation islamiste.

Le chef de Tshal Eisenkot a subodoré concomitamment que l'Iran va respecter les accords sur le nucléaire à court terme, mais va relancer son programme militaire une fois le délai expiré. Cette stratégie iranienne inavouée expliquerait le maintien de programmes balistiques à longue distance, et les autorités israéliennes craignent en attendant la relance d'une conflictualité indirecte avec Téhéran par Hezbollah interposé.

Le souci israélien de renforcer leur Défense fut aussi démontré par la convention CyberTech qui eut lieu à Tel Aviv, durant la semaine du 27 janvier. Cette convention fut introduite par un discours du Premier Ministre Netanyahu, qui exposa ses intentions de rationaliser et de renforcer la cyberdéfense du pays, notamment en établissant formellement un partenariat public / privé.

*

EUROPE & EX-UNION SOVIETIQUE

Le 13 janvier, la Commission a initié pour la première fois une « procédure pour renforcer la règle de droit » à destination de la Pologne, suite à des réformes dommageables pour la séparation des pouvoirs – le parti conservateur qui gouverne le pays a réformé le Conseil constitutionnel et les médias publics afin que le Parlement exerce un contrôle direct sur ces institutions. Cette procédure fut instaurée en 2014 après les évolutions déjà jugées inquiétantes dans la Hongrie de Viktor Orban, sa conclusion reste néanmoins incertaine car son application prévue à l'article 7 du Traité de l'UE requiert l'accord des quatre cinquièmes des Etats-membres.

Le parti populiste AfD - *Alternative für Deutschland* - et le mouvement Pegida - Européens patriotiques contre l'islamisation de l'Occident - profitent des incidents de Cologne, durant la nuit de la Saint-Sylvestre. Les agressions sexuelles à l'encontre d'une centaine de femmes par des immigrés récents, venant *a priori* du Moyen-Orient et d'Afrique,

et surtout la réaction à retardement de la police et des médias ont alimenté le rejet des migrants et des autorités.

Cette instrumentalisation de ce fait divers par les populismes de droite dépasse de loin les frontières germaniques. La Pologne reproche au gouvernement Merkel d'avoir initié avec son ouverture aux migrants une crise très grave, qui risque d'aboutir à la fin de l'espace Schengen dont Varsovie ne veut car ce dispositif reste le meilleur pour l'état pour contenir la vague migratoire. Les accidents à Cologne et plus encore les tentatives d'occultation de la part de la police ont conforté les positions xénophobes des conservateurs polonais. D'autres populismes de droite, comme les Démocrates suédois, ont pris prétextes de problèmes similaires dans leur pays pour justifier une restriction des autorisations de résidence aux immigrés.

Un sondage effectué les 15 et 16 janvier auprès des Britanniques révéla que 53% étaient favorables à la sortie de l'UE et que 47% voulaient rester. Cet instantané de l'opinion britannique démontre une progression de l'euro-scepticisme, à comparer avec un sondage de septembre 2015 qui donnait 51% pour la sortie de l'UE et 49% pour le maintien du Royaume-Uni.

Cette évolution est inquiétante pour l'UE alors qu'un référendum sur le Brexit s'annonce pour l'été 2016, avec le mauvais signal qu'un membre historique et important à tous égards quitte l'Union. La seule perspective pour éviter ce scénario soit un accord lors des négociations de février 2016, qui devraient redéfinir la participation du Royaume-Uni à l'UE ; cet accord risque par contre de remettre en cause la nature de l'Union, la ramenant à une zone de libre-échange sans contenu politique.

Le 25 janvier, le Conseil franco-russe pour la Coopération Economique, Financière, Industrielle et Commerciale - *the Franco-Russian Council for Economic, Financial, Industrial and Trade Cooperation (CEFIC)* – tint sa première session plénière depuis deux ans. Cette réunion fut marquée par la présence des ministres de l'économie russe Alexey Ulyukaev et français Emmanuel Macron ; ce dernier y exprima l'intention de la France de lever prochainement les sanctions contre la Russie, en actant de l'exécution par Moscou de ses obligations au titre de l'accord de Minsk-2.

La zone d'échanges commerciaux renforcés entre l'Ukraine et l'UE est appliquée depuis janvier.

*

ASIE

Le 20 janvier 2016, les Taliban pakistanais attaquent l'université Bacha Khan, près de Peshawar, tuant de nombreux étudiants. Cette attaque ne relève pas de la violence aveugle, elle s'inscrit dans une campagne d'attentats ciblant les élites intellectuelles du pays – étudiants en sciences, figures politiques, les armées. L'objectif du mouvement insurrectionnel est à la fois idéologique – l'éradication d'élites jugées trop occidentalisées et déviantes à l'égard de leur conception rigoriste de l'Islam – et stratégique – déstabiliser suffisamment le pays par la terreur pour pouvoir s'en emparer.

Le Président de la RPC Xi Jienping a visité l’Egypte, l’Iran et l’Arabie saoudite, durant la semaine du 25 janvier. Le Président chinois semble avoir tenté de jouer les entremetteurs entre Riyad et Téhéran dans le conflit qui les oppose, même si son offre de bons offices semblait vouée à l’échec faute de bonne volonté entre Saoudiens et Iraniens, ou encore de crédibilité pour Pékin dans la région. La démarche chinoise semblait animée par le souci d’éviter un conflit régional qui nuirait à l’approvisionnement en hydrocarbures de la Chine continentale.

Le projet chinois d’accords de libre-échange avec les pays suivant les trajets de ses importations stratégiques s’appelle « *One Belt, One Road* ». Cet OBOR explique que le Président Xi ait aussi programmé de participer à une réunion de l’Organisation de Coopération du Golfe, où il devait les convaincre de contracter un partenariat de libre-échange.

Il devait aussi marquer de sa présence une réunion de l’Organisation de Coopération Islamique, dans une perspective de s’associer aux pays islamiques pour prévenir la montée du radicalisme musulman, et ce notamment auprès de leur minorité Ouïgour.

Le XIIIème plan quinquennal chinois (2016-2020) a été initié ce mois de janvier. Certaines mauvaises langues font remarquer que ce plan pourrait être le dernier, comme le XIIIème plan soviétique le fut, et arguent que les circonstances semblent leur donner raison. La situation économique chinoise est effectivement préoccupante, avec en l’espace de six mois un effondrement de la bourse locale d’environ 40% par rapport à ses plus hauts de juin 2015, et le yuan a enregistré une nouvelle dévaluation en ce début d’année 2016.

Le 16 janvier, le Parti Progressiste Démocratique a gagné les législatives à Taïwan face au parti traditionnellement au pouvoir, le Kuomintang. Le PPD bénéficie du désamour des électeurs pour le parti fondateur du régime, qui s’est discrédité par son incurie et sa corruption. La victoire du PPD dénote aussi l’affirmation d’une identité taïwanaise en propre, indépendamment de toute référence à la Chine. Cet aspect des positions idéologiques du PPD amènera certainement des tensions avec Pékin, sans que celles-ci ne prennent des proportions trop importantes : le PPD a appris de sa dernière expérience du pouvoir que provoquer Pékin aboutit à une surenchère diplomatique et militaire de la Chine continentale, et l’allié américain a déjà exprimé son souci d’éviter des tensions supplémentaires en mer de Chine. La priorité de la nouvelle majorité sera de relancer la croissance économique sur l’île.

Le 6 janvier, la Corée du Nord a procédé à un nouveau test de bombe atomique, et affirmé qu’il s’agissait d’une arme thermonucléaire – pareille assertion serait inquiétante si elle était confirmée, cette arme étant la variante de la bombe atomique la plus puissante. Les experts sont néanmoins dubitatifs, ils déduisent des données qu’il s’agit plus vraisemblablement d’une bombe à fission comme lors de tests précédents. L’arme expérimentée le 6 serait par contre beaucoup plus miniaturisée que ses prédécesseurs, ce qui renforcerait la performance et donc la portée des missiles nord-coréens.

Le Congrès américain a déjà adopté de nouvelles sanctions contre des institutions ou des individus associés aux trafics de Pyongyang, et les Nations Unies devraient prendre prochainement des mesures plus généralistes. Ces rétorsions risquent d’être sans effet : le risque pris par Kim Jong-un est calculé, il s’agit pour son régime d’attirer l’inquiétude de la communauté internationale avant de proposer des concessions contre des aides économiques ou humanitaires. Cette tactique est censée assurer la survie du pouvoir, comme le père et le

grand-père de Jong-un avaient manœuvré avant lui. Ces provocations nord-coréennes risquent néanmoins de relancer les tensions régionales et une nouvelle course aux armements, notamment de la part du Japon de Shinzo Abe qui est plus largement dans une stratégie de réaffirmation militaire.

Le 14 janvier, un attentat a frappé le centre de Jakarta et fait deux morts. L'explosion a été revendiquée par Daech, ce qui est la première fois en Indonésie alors que ce pays était habitué aux attentats de la Jammah Islamiyah, groupe affilié à Al Qaïda. Cette intrusion de Daech sur la scène indonésienne se fait au travers de 22 groupes locaux, qui ont revendiqué leur affiliation. Même si les radicaux musulmans sont évalués à 600 personnes sur une population de 200 millions dans l'archipel, la surreprésentation des Indonésiens dans la propagande en ligne de Daech inquiète : sur les 3000 médias électroniques de l'Etat islamique qui viennent d'Asie du Sud-Est, 70% viennent de ce pays.

Jakarta est redevenu membre de l'OPEP le 1^{er} janvier, après l'avoir quitté en 2009 pour pouvoir fixer librement le prix de ses exportations de gaz et de charbon. Le retour de l'Indonésie correspond à un souci de sécurité économique du pays, qui veut pouvoir participer aux conciliabules sur la fixation du prix mondial des hydrocarbures, et à la perspective pour l'OPEP de profiter du siège indonésien à l'ASEAN pour ouvrir encore plus ce marché.

*

AFRIQUE

Deux attaques eurent lieu contre des installations pétrolières au Sud du Delta du Niger, au Nigeria, durant les 30 et 31 décembre 2015. Ces assauts semblent être une réponse au mandat d'arrêt contre Ekpemupolo dit Tompolo, l'ancien chef du groupe insurrectionnel Mouvement pour l'Emancipation du Delta du Niger. L'ancien chef rebelle avait bénéficié d'une amnistie en août 2009, mais est suspecté depuis de vols et de blanchiment d'argent sur la période de 2012 à 2015. Cette reprise de l'insurrection est aussi imputable au maintien des populations du delta du Niger dans un état de grande pauvreté, en dépit de la manne pétrolière qu'ils côtoient. La réactivation du conflit au Sud est problématique pour Lagos, alors que le pouvoir nigérian doit entraver la menace de Boko Haram au Nord.

Le 19 janvier, un gouvernement libyen d'union nationale a été proclamé à Tunis, après un accord entre factions locales sous l'égide de la communauté internationale. Mais le 25 janvier 2016 ce nouveau gouvernement a été rejeté, par celui des parlements locaux reconnu par la communauté internationale. 89 des 104 députés présents au Parlement ont exprimé leur rejet du nouveau gouvernement, en arguant de son effectif pléthorique. Ce motif officiel cache des querelles de chefferie et de posture, sur fond de revendications identitaires et d'alliances avec les groupes armés.

Les 9 et 10 janvier, des violences interethniques eurent lieu à Bujumbura, la capitale du Burundi. Ces meurtres ou tentatives de meurtres sont la continuation de la crise politique

ouverte en avril 2015, après que le Président Pierre Nkurunziza ait manipulé la constitution pour se représenter. Les tensions avec l'opposition étaient restées jusque-là strictement politiques, essentiellement en raison du traumatisme laissé par des violences antérieures de 1993 à 2005 avec 300 000 morts.

Le conflit semble avoir réveillé depuis un clivage Hutu / Tutsi, qui reste latent dans la région depuis le génocide rwandais de 1994 et que certaines puissances régionales, comme le Rwanda ou la RDC, instrumentaliserait en soutenant telle ou telle faction. Ce contexte marqué de précédents tragiques et le réveil des haines ethniques expliquent que les Nations Unies aient exprimé sa crainte d'un nouveau génocide dans un rapport récent sur le Burundi.

L'attentat d'Ouagadougou du 16 janvier 2016 s'explique par le contexte propre au Burkina Faso, à la situation géoéconomique de tout le Sahel, et par les jeux de pouvoir au sein de la nébuleuse djihadiste.

Le Burkina Faso fut dirigé pendant 27 ans par le Président Blaise Compaoré, qui perdit le pouvoir en octobre 2014 suite à des mouvements de la jeunesse. Compaoré négociait la paix sociale avec les djihadistes, leur servant d'intermédiaire pour des libérations d'otages contre rançons et en leur concédant une liberté de mouvement dans l'arrière-pays : sa disparition de la scène politique levait une réticence à attaquer le pays du côté des djihadistes.

Le Sahel souffre globalement d'une grande pauvreté, et notamment d'un désœuvrement économique et social de la jeunesse – les groupes djihadistes recrutent facilement dans ce vivier, en échange d'argent, de motos et d'épouses avec une dote.

Cette attaque est également une réponse aux attentats de Paris en novembre 2015 : l'attentat d'Ouagadougou est le fait d'AQMI qui se réimpose ainsi médiatiquement face à Daech après son « coup d'éclat » en Europe, et qui se réconcilie ainsi avec son élément dissident Mokhtar Belmokhtar.